



Srebrenica 15 ans après : Instrumentalisation du « Génocide »

Par [Edward S. Herman](#)

Mondialisation.ca, 06 septembre 2010

<http://mrzine.monthlyreview.org/> 6
septembre 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

C'est désormais un rituel, tous les ans, au mois de juillet, on commémore le fameux « massacre de Srebrenica », qui remonte au 11-16 juillet 1995. Selon la version définitivement instituée, « huit mille hommes et jeunes garçons musulmans bosniaques » furent alors exécutés sommairement par les Serbes, « le plus épouvantable massacre de masse commis en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ».

Cet événement est mondialement commémoré chaque année par des marches silencieuses – et en Bosnie, par « le cortège éploré des familles des victimes », interviewées pour l'occasion – puis par des débats, des conférences et une pléthore d'articles, de reportages, de déclarations officielles de diplomates et de représentants politiques, rappelant les faits et exprimant leurs regrets concernant la prétendue responsabilité des grandes puissances, de l'ONU et des Casques Bleus hollandais, qui n'auraient rien fait pour empêcher le massacre. Cette année (2010), le président serbe lui-même, Boris Tadic, était présent, affichant le visage contrit de la Nouvelle Serbie (défaite et suppliante). Le président Obama parla d'une « tache sur notre mémoire collective », en violation du « plus jamais ça » promis suite aux atrocités nazies de la Seconde Guerre mondiale, et déclara solennellement : « Il ne peut y avoir de paix durable sans justice »¹.

La démarche qui consiste à focaliser chaque année l'attention du public sur cette tragédie-là plutôt qu'une autre mérite toutefois quelques explications. Après tout, on ne connaît pas d'équivalent dans le monde occidental d'une pareille commémoration pour le massacre de plusieurs milliers de Palestiniens à Sabra et Shatila en septembre 1982, bien que ce soit là des civils qui furent massacrés, alors que les musulmans tués à Srebrenica étaient presque exclusivement des hommes en âge de porter les armes et principalement des soldats. De même, à peine un mois après Srebrenica, les forces croates ont envahi la province majoritairement serbe de Krajina, où elles ont massacré des milliers de personnes, dont des centaines de femmes et d'enfants, et où elles ont contraint à l'exode quelques 250 000 Serbes originaires de la région. Cette opération aura été le nettoyage ethnique le plus massif de toutes les guerres des Balkans. Curieusement, non seulement cet épisode ne fait l'objet d'aucune commémoration annuelle, mais il est même célébré en Croatie comme « Fête Nationale de la Victoire ». Les représentants de l'Union Européenne et le président Obama n'en expriment pas pour autant plus de compassion à la mémoire des victimes serbes qu'ils ne s'indignent du cynisme avec lequel les Croates fêtent ostensiblement leur victorieux nettoyage ethnique. Certes, Madeleine Albright condamna bien les expulsions de Krajina devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 10 août 1995, mais elle s'indigna

d'avantage des « 13 000 hommes, femmes et enfants chassés de chez eux » à Srebrenica 2. Datée du 15 janvier 2009, une résolution du Parlement Européen institutionnalise désormais officiellement la « journée de commémoration du génocide de Srebrenica » et rappelle « la déportation de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards » loin de Srebrenica, mais à aucun moment elle ne condamne la déportation de 250 000 Serbes hors de Krajina ni n'en demande qu'elle soit mondialement commémorée 3.

Cette indignation sélective est bien sûr éminemment politique. Les massacres de Sabra et Shatila de même que le nettoyage ethnique de la Krajina ont été perpétrés par des alliés des USA, le second bénéficiant même ouvertement du soutien US - bien qu'Albright l'ait catégoriquement nié devant le Conseil de Sécurité 4, instance qui avalise ou rejette toute citation ou commémoration officielle (par *l'establishment* occidental), et toute demande de justice internationale. Le massacre de Srebrenica était au contraire imputable à un pays qui était dans la ligne de mire des USA et de l'OTAN, il a d'ailleurs été déclenché au moment le plus opportun possible et s'est avéré depuis extrêmement utile. Il a notamment permis de justifier l'intervention militaire des USA et de l'OTAN, et en particulier leur bombardement de la Serbie et du Kosovo demars à juin 1999, puis leur durable occupation militaire du Kosovo. Enfin il a permis de parachever le démantèlement complet de l'ex-Yougoslavie. Le rôle de Srebrenica dans la diabolisation des Serbes a en outre permis de justifier l'interdiction faite aux dirigeants serbes de Bosnie de prendre part aux négociations de paix de Dayton, puis pour finir, en s'appuyant sur le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY : institué et sponsorisé par les pays de l'OTAN), de légitimer l'arrestation, la détention, la mise en examen et enfin l'élimination physique de Milosevic 5. Il permettait du même coup d'humilier la Serbie afin de pouvoir la traiter *de facto* en vaincue, un acte de pure vengeance pour avoir osé résister à la projection des puissances occidentales dans les Balkans après la fin du bloc de l'Est - à l'instar des 18 années d'embargo qui sanctionnèrent la résistance du Vietnam à l'invasion américaine et au maintien d'un régime satellite supplémentaire à l'autre bout du monde. Pour autant, dans l'esprit d'une majorité d'occidentaux médiatiquement décérébrés, Srebrenica montre clairement combien les interventions militaires occidentales peuvent être bénéfiques - si le génocide ne fut pas stoppé net, au moins l'Occident sut-il rendre justice aux méchants pour leurs crimes. La commémoration annuelle du « génocide de Srebrenica » est désormais là pour nous rappeler sempiternellement la dimension humanitaire de cette intervention militaire occidentale.

Bien sûr 8 000 morts ce n'est pas rien, mais 250 000 déportés ce n'est pas rien non plus, pour ne rien dire de la réponse de Madeleine Albright au sujet des 500 000 enfants irakiens qui payèrent de leur vie le régime des « sanctions de destruction massive » mis en place et maintenu plus d'une décennie par les USA : du point de vue des objectifs politiques américains, « ça en vaut la peine ! » avait-elle déclaré [« We think the price is worth it ! »]. Et que dire de ce mémorandum confidentiel de septembre 1994, à l'attention du Secrétaire d'Etat Warren Christopher, cité dans *The Politics of Genocide* 6, et qui indiquait que, selon le HCR, les forces [tutsies] de Kagame massacraient alors au Rwanda quelques 10 000 civils Hutus par mois ? Ce n'est pas rien non plus mais les USA n'en ont pour autant jamais cessé de soutenir Kagame. Les médias et les « interventionnistes humanitaires » n'en ont jamais fait étalage et Kagame n'en est pas moins exclu de la longue liste des dirigeants africains (une quinzaine au total) poursuivis par la Cour Pénale Internationale. Et bien évidemment, il n'y a ni mémorial ni journée commémorative à la mémoire de toutes ces victimes sans intérêt et les Occidentaux n'exigent nullement que justice leur soit rendue, au contraire.

Mais cette sélectivité mise à part, il y a aussi un problème de justesse, concernant ces 8 000 morts de Srebrenica. Pendant toutes les guerres des Balkans c'était un flux interrompu de chiffres gonflés, parfois monstrueusement gonflés concernant l'origine et le nombre des victimes. A partir de 1993, les chiffres improbables mais invérifiables de 2 à 300 000 victimes musulmanes avancés par les musulmans bosniaques, furent instantanément répercutés et institués dans les médias occidentaux sans vérification aucune. Deux études, l'une était commanditée par le TPIY lui-même et l'autre par le gouvernement norvégien, invalidèrent pourtant totalement ces chiffres en convergeant au final sur un total de 100 000 morts pour l'ensemble du conflit bosniaque, tous adversaires confondus, soldats inclus 7. Cette révision à la baisse ne filtra que très progressivement dans les médias, lesquels se dispensèrent toujours de s'expliquer ou de s'excuser pour de pareils écarts. De même, au moment de la campagne de bombardements du Kosovo, de mars à juin 1999, le nombre de morts imputés aux forces serbes grimpa jusqu'à 500 000 dans les déclarations de responsables américains. Les dénonciations et l'indignation des chefs de la diplomatie ou des médias occidentaux tenaient littéralement de l'hystérie. En fin de compte, le chiffre officiel retomba à 11 000, mais le cumul total des corps retrouvés et des disparus, militaires inclus, était d'à peine plus de la moitié, soit environ 6 000 morts 8. Les médias n'en utilisèrent pas moins 323 fois le terme de « génocide » pour décrire ce qu'avaient alors subi les Albano-Kosovars, tandis qu'ils n'y eurent recours que 80 fois au sujet des sanctions de destruction de masse (qui firent pourtant 200 fois plus de morts) et 17 fois au sujet des victimes des exactions commises en République Démocratique du Congo (lesquelles firent plus de 1 000 fois plus de morts) 9. Chiffres gonflés et dénonciation de « génocide » pour les victimes dignes d'intérêt (soit celles des adversaires des USA) ; traitement minoré et éviction de termes tels que génocide pour les victimes indignes d'intérêt (à savoir celles des USA eux-mêmes ou de leurs clients).

L'idée du massacre à Srebrenica de « 8 000 hommes et jeunes garçons » froidement abattus par les Serbes est partie à l'époque d'allégations de la Croix Rouge au sujet du nombre de disparus en juillet-août 1995, alors qu'aucune donnée chiffrée n'était encore disponible¹⁰. Miracle de coïncidence et de persistance, aujourd'hui encore c'est toujours ce même chiffre qui sert de référence. En fait, ce total de 8 000 morts est même désormais évoqué comme une possible sous-estimation : la Résolution de l'UE du 15 janvier 2009 par exemple parle de « plus de 8 000 morts » et c'est loin d'être un cas isolé. Rappelons au passage que les premières estimations du nombre de victimes des attentats du 11 septembre à New York, faisaient état de 6 886 morts. Ce chiffre retomba ensuite à 2 749 morts, soit un déclin de 60%. Pour la première guerre des Balkans, le nombre de musulmans bosniaques tués par les Serbes tomba lui de 250 000 en 1992-93 à moins de 100 000 aujourd'hui, soit une diminution de plus de 60%. Pour la seconde, le nombre d'Albano-Kosovars prétendument exterminés par les Serbes au Kosovo au moment des bombardements de 1999, oscillait entre 100 et 250 000 et monta même jusqu'à 500 000 dans les déclarations de certains représentants US. Il retomba ensuite à un chiffre officiel (toujours exagéré) de 11 000, soit une chute de plus de 90%. Mais pour Srebrenica, le total resta toujours invariablement le même. Non qu'il repose sur quoi que ce soit de solide, mais parce qu'il étaye une construction politique si cruciale et indispensable que les représentants de l'establishment n'ont eu de cesse de le rabâcher constamment depuis avec l'assurance des vrais croyants.

Si l'on est arrivé à ce chiffre de 8 000 morts, c'est notamment parce que pour dresser la liste des victimes, on avait à l'époque appelé la population musulmane bosniaque à se

présenter avec les noms des personnes disparues. Là encore, toujours par le même miracle, cette liste compte toujours 8 000 noms aujourd'hui. Elle n'a pourtant aucune base scientifique et l'on s'est aperçu depuis que certains hommes de cette liste étaient morts avant juillet 1995. Un certain nombre d'autres ont semble-t-il voté aux élections de 1996 et le nombre total n'a été confirmé par aucune documentation médico-légale. En 2001, après six ans de recherches, le TPIY n'avait localisé que 2 100 corps dans les environs de Srebrenica, dont bien peu avaient été identifiés ou attestés comme ceux de victimes des événements de 1995 11. Concernant les fosses, d'autres découvertes plus tardives se sont également avérées problématiques. Depuis le début, un problème de base était que les combats ayant opposé les forces serbes au 25e régiment musulman bosniaque (plusieurs milliers d'hommes qui avaient finalement quitté Srebrenica pour se replier sur leurs lignes aux alentours du 11 juillet 1995), avaient été particulièrement rudes. Les responsables serbes comme musulmans estimaient que plus de 2 000 soldats musulmans, voire davantage, avaient été tués dans l'offensive. Ainsi, témoignant au procès de Radislav Krstic, le Général Enver Hadzihanovic, Chef d'Etat-major des forces musulmanes bosniaques, déclara-t-il pouvoir « affirmer que 2 628 soldats et officiers de la 28e Division avaient été tués » au cours de cette retraite 12. D'après une analyse des rapports d'autopsie réunis entre 1995 et 2002 par l'expert médico-légal Ljubisa Simic pour le bureau du procureur du TPIY, pour près de 77% des corps sur lesquels portaient ces rapports, soit il était impossible de déterminer la « manière de mourir » (exécution, combat, autre), soit celle-ci suggérait fortement que la victime avait été tuée au combat 13. Mais l'impossibilité de trancher avec certitude en la matière demeurait extrêmement commode car, grâce à la complaisance des médias, du TPYI et des responsables d'investigations musulmans bosniaques, tous les corps pouvaient être considérés comme étant ceux de personnes froidement exécutées.

Que plusieurs centaines d'hommes aient été exécutés dans les parages de Srebrenica en juillet 1995 ne fait aucun doute, car on a retrouvé dans les fosses 443 cadavres aux mains liées et « au moins » 448 avaient les yeux bandés 14. Mais il n'existe aucune preuve sérieuse que davantage de musulmans bosniaques aient été exécutés à Srebrenica qu'il n'y eut de civils tués par les forces croates au cours de l'Opération Storm et du mois qui suivit. Il est clair que dans cette bataille les Serbes de Bosnie étaient d'humeur vengeresse car la « zone sécurisée » de Srebrenica était de longue date un sanctuaire des forces musulmanes bosniaques, d'où elles lançaient régulièrement leurs attaques contre les villes et villages serbes des alentours. Un grand nombre d'entre eux avaient fait les frais de ces attaques qui firent en quelques années des milliers de victimes, avant juillet 1995 15. Nacer Oric, qui commandait les forces musulmanes bosniaques pendant toute cette période se vantait d'ailleurs ouvertement de ces massacres devant les journalistes occidentaux, leur montrant même des vidéos de décapitations et claironnant qu'au cours d'un seul de ces raids, 144 Serbes avaient été tués 16. Quelle aubaine cela aurait été pour le TPIY si de pareils aveux et de telles vidéos avaient pu être produits contre Karadzic, Mladic ou Milosevic ! Mais vu qu'ils ne permettaient d'accuser que le défenseur présumé d'une population victime, les crimes d'Oric n'intéressaient personne. Le général Morillon, qui avait commandé les forces de l'ONU dans la région de Srebrenica, avait pourtant témoigné devant le TPIY que selon lui, la brutalité des Serbes dans cette zone de combats s'expliquait largement par la violence dont les musulmans bosniaques d'Oric avait fait preuve avant juillet 1999. Mais cet aspect du contexte n'est évoqué nulle part, ni dans la résolution de l'Union Européenne de janvier 2009, ni dans les discours et analyses relatant le drame de Srebrenica aux commémorations de juillet 2010.

Un autre aspect de l'occultation du contexte apparaît dans la manière dont on s'en est pris

au contingent de maintien de la paix déployé par l'ONU à Srebrenica, pour leur incapacité à empêcher le massacre. On les a même traînés en justice aux Pays Bas pour leur prétendue complicité passive avec les forces serbes 17. Cette facette de la commémoration annuelle repose sur un empilement de mensonges et de représentations biaisées. La résolution de l'UE de janvier 2009 rappelle deux fois de suite que Srebrenica était une « zone protégée » en vertu d'une disposition du Conseil de Sécurité et que « hommes et jeunes garçons de confession musulmane avaient cherché refuge dans cette enclave sous l'égide » des forces de protection de l'ONU, de sorte que le massacre « demeure un symbole de l'impotence de la communauté internationale ». Ce que la résolution de l'UE prend soin de ne pas rappeler c'est que ladite zone protégée était supposée être une zone démilitarisée mais ne l'était pas le moins du monde. Naser Oric et ses cadres militaires n'avaient jamais été désarmés et de nombreux raids sur les villages serbes environnants avaient été lancés précisément depuis cette « zone protégée ». En outre, il s'avère qu'en juillet 1995, plusieurs milliers de soldats lourdement armés du 25e régiment musulman bosniaque avaient pris position dans la ville. De fait, ici, la résolution de l'UE n'est pas simplement erronée mais délibérément mensongère : premièrement en ce qu'elle passe sous silence la fonction réelle de la « zone protégée » (assurer la protection d'une base militaire pleinement opérationnelle des musulmans bosniaques), mais surtout parce qu'en affirmant que « hommes et jeunes garçons de confession musulmane avaient trouvé refuge » à Srebrenica, elle sous-entend qu'il s'agissait de civils, et non du 25e régiment musulman bosniaque. Mais elle contient d'autres mensonges encore, notamment au sujet du « viol d'un très grand nombre de femmes », une allégation qui n'a jamais reposé sur le plus petit élément de preuve. De sorte qu'en lieu et place de « l'impotence de la communauté internationale », ce qui apparaît c'est bel et bien la complicité de la « communauté internationale » avec Naser Oric, les musulmans bosniaques et leurs stratégies militaires, leur nettoyage ethnique et leurs provocations des forces armées serbes, mais ce qui apparaît aussi parallèlement, c'est le refus des gouvernements occidentaux d'envisager une issue pacifique à ce conflit, refus qui s'exprime dans leur sabotage systématique du traité de Lisbonne de 1992 et de tous les plans de paix élaborés par la suite 18.

Le fait qu'un régiment de plusieurs milliers d'hommes lourdement armés se soit trouvé dans Srebrenica et se soit subitement replié littéralement sans dresser aucune ligne de défense face à une force d'à peine 200 hommes, montre à quel point les accusations portées contre les 69 hommes du contingent hollandais de maintien de la paix, équipés d'un armement léger, sont aussi ridicules que malhonnêtes. Pourquoi ne pas tenir plutôt les musulmans bosniaques qui ordonnèrent ce repli pour responsables des morts qu'il eut pour conséquence autour de Srebrenica ? Dans l'esprit de la commémoration, mais surtout des pratiques et de l'idéologie sur lesquelles elle repose 19, dès lors que les musulmans bosniaques ne peuvent être présentés que comme des victimes, l'UE et le petit contingent de casques bleus de la « zone protégée » ne sauraient avoir été complices de leurs crimes et pour enfoncer le clou, peuvent bien être suspectés de complicité passive avec les criminels serbes.

Autre mythe du mémorial de Srebrenica, l'idée que la commémoration elle-même et les actions politiques qui y sont associées sont indispensables à une paix durable. Dans la formulation de la résolution de l'UE : « Il ne peut y avoir de paix véritable sans justice ». En d'autres termes, Mladic doit comparaître devant le TPIY, et cette comparution est essentielle pour la « réconciliation », afin que « les civils, de quelque ethnie qu'ils soient, puissent dépasser les tensions du passé ». Et pour les milliers de Serbes tués au cours des raids lancés entre 1992 et juillet 1995 depuis la « zone protégée » de Srebrenica sous égide de

l'ONU, ou pour les 250 000 autres expulsés hors de Krajina au cours de l'Opération Storm, ou pour les centaines de milliers de Serbes et de Roms expurgés hors du Kosovo depuis son annexion par l'OTAN et la prise de pouvoir de l'UCK, demandera-t-on justice ? La campagne de bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie (de mars à juin 1999) violait ouvertement la Charte des Nations Unies et recourait en outre à un armement illégal (bombes à fragmentation, uranium appauvri, etc.) Elle fit des centaines de morts et de mutilés. N'est-il besoin d'aucune poursuite pénale, d'aucune condamnation pour ces crimes-là, au nom de la justice et de la réconciliation ? Une attention démesurée accordée à la commémoration d'une seule catégorie de victimes n'a-t-elle pas plutôt tendance à alimenter le ressentiment et à pérenniser les haines ethniques ? N'est-elle pas propre à servir aux vainqueurs à entretenir ces haines, à froter de sel les plaies de leurs ennemis et à obtenir de leurs puissants parrains occidentaux toutes sortes d'avantages financiers ou politiques ?

Les commémorations et la résolution de l'UE visent tout sauf la paix et la réconciliation. Elles sont une continuation de la guerre de pacification et des menées de vengeance contre la Serbie, et un moyen supplémentaire d'imposer au monde l'idée que la militarisation de l'OTAN et des USA et leur « guerre permanente contre le terrorisme » incarnent le combat du bien contre le mal.

Traduit de l'anglais par Dominique Arias par [Investig'Action](#).

Source originale :

<http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710.html>

Edward S. Herman est professeur émérite de Finance à la Wharton School, Université de Pennsylvanie. Economiste et analyste des médias de renommée internationale, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont : Corporate Control, Corporate Power (1981), Demonstration Elections (1984, avec Frank Brodhead), The Real Terror Network (1982), Triumph of the Market (1995), The Global Media (1997, avec Robert McChesney), The Myth of The Liberal Media : an Edward Herman Reader (1999) et Degraded Capability : The Media and the Kosovo Crisis (2000). Son ouvrage le plus connu, Manufacturing Consent (avec Noam Chomsky), paru en 1988, a été réédité 2002.

NOTES :

1 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn1

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref1

« [World Leaders Mark 15th Anniversary of Srebrenica Massacre](#) », (CNN Wire) CNN par câble, 12 July 2010.

; ainsi que la « [Déclaration du Président sur le 15e anniversaire du génocide de Srebrenica](#) », Bureau de l'attaché de presse de la Maison Blanche, 11 July 2010.

2 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn2

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref2

Pour les commentaires de Madeleine Albright, voir : « The situation in Croatia » ([S/PV.3563](#)), Conseil de Sécurité des Nations Unies 10 août 1995, p. 20 ; et « The situation in Bosnia and

Herzegovina » ([S/PV.3564](#)), Conseil de Sécurité des Nations Unies 10 août 1995, pp. 6-7.

3 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn3
http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref3
[Résolution du Parlement Européen du 15 janvier 2009 sur Srebrenica](#) (P6_TA(2009)0028),
Journal Officiel de l'Union Européenne, para. 2, para. D, pp. C 46 E/111 - C 46 E/113.

4 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn4
http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref4
« The situation in Croatia » ([S/PV.3563](#)), Conseil de Sécurité des Nations Unies, 10 août 1995, p. 20.

« Permettez-moi de nier catégoriquement l'allégation qui, m'a-t-on dit, a été avancée par Mr. Djokic », déclara Albright devant le Conseil de Sécurité, « selon laquelle les Etats-Unis auraient apporté des conseils tactique ou un soutien logistique à l'opération militaire du gouvernement de Croatie. Cette accusation sans fondements peut seulement rendre la tâche plus difficile à mon gouvernement pour savoir à partir de quand la Serbie et le Monténégro pourront rejoindre la communauté des nations ». C'était parfaitement faux bien sûr !

5 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn5
http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref5
Slobodan Milosevic est mort en prison en mars 2006, deux semaines après que les juges du TPIY eurent refusé d'autoriser son transfert d'urgence dans un hôpital de Moscou, en service de cardiologie, du fait de la sérieuse dégradation de son état de santé. Cf. Edward S. Herman et David Peterson, « [Milosevic's Death in the Propaganda System](#), » [Electric Politics](#), 14 mai 2006.

6 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn6
http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref6
Cf. Edward S. Herman et David Peterson, *The Politics of Genocide* (New York : Monthly Review Press, 2010), p. 57. <http://www.monthlyreview.org/books/politicsofgenocide.php>

7 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn7
http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref7
Cf. Ewa Tabeau et Jakub Bijak, « War-related Deaths in the 1992-1995 Armed Conflicts in Bosnia and Herzegovina : A Critique of Previous Estimates and Recent Results, » *European Journal of Population*, Volume 21, 2005, pp. 187-215
<http://www.ingentaconnect.com/content/klu/eujp/2005/00000021/F0020002/00006852> ;
ainsi que : Patrick Ball et al., *Bosnian Book of the Dead : Assessment of the Database*, Research and Documentation Center, Sarajevo, June, 2007.

8 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn8
http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref8 Dans leur déclaration devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, fin 2000, la Procureur Général du TPIY, Carla Del Ponte, fit état d'environ 4 000 ensembles de restes humains découverts, et liés au conflit du Kosovo ; Cf. : « [Statement to the Press by Carla Del Ponte](#) » (FH/P.I.S./550-e, ICTY, 20 décembre 2000, para. 16.) Dans sa plus récente estimation du nombre de "personnes portées disparues en lien avec le conflit du Kosovo", le TPIY fait état d'un total de 1 904 personnes disparues au lieu des 2 047 supposées telles en juin 2007 ; Cf. : « [Serbia /](#)

[Kosovo : More Progress Needed to Clarify Fate of Kosovo Missing](#)« , ICRC, 3 juin 2009.

9 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn9

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref9

Cf. : Herman et Peterson, *The Politics of Genocide*, Tableau 1, « Differential attributions of 'genocide' to different theaters of atrocities, » p. 35.

10 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn10

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref10

Cf. : « [Former Yugoslavia : Srebrenica : Help for Families Still Awaiting News](#)« , ICRC News, 13 September 1995 ;

Voir aussi Edward S. Herman et David Peterson, « [The Dismantling of Yugoslavia](#)« , *Monthly Review*, Vol. 59, No. 5, October 2007, p. 19.

11 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn11

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref11

Cf. : Juge Almiro Rodrigues et al., Jugement, Procureur, contre Radislav Krstic (IT-98-33-T), 2 août 2001, Section A(9), « Forensic Evidence of the Executions, » para. 71-79, et A(10), « The Number of Men Executed by the Bosnian Serb Forces Following the Take-over of Srebrenica in July 1995, » para. 80-84 ; en particulier para. 80.

<http://www.icty.org/x/cases/krstic/tjug/en/krs-tj010802e.pdf>

12 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn12

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref12

Cf. : Procureur du Tribunal contre Radislav Krstic (IT-98-33-T), minutes du procès, 6 avril 2001, p. 9 532, lignes 20-21. <http://www.icty.org/x/cases/krstic/trans/en/010406ed.htm> Hadzihasanovic déclara également que "le nombre exact de membres de la 28e Division qui parvinrent à traverser [le territoire contrôlé par le gouvernement bosniaque] était de 3 175" (p. 9 532, lignes 15-16).

13 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn13

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref13

Ljubisa Simic, « Forensic Analysis of Srebrenica Post-Mortem Reports, » article présenté à Moscou lors d'un symposium sur le TPIY et Srebrenica, sous l'égide de l'Académie des Sciences de la Fédération de Russie et du « Srebrenica Historical Project », septembre 2009.

14 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn14

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref14

[Jugement, Procureur contre Radislav Krstic \(IT-98-33-T\), August 2, 2001, para. 75.](#)

15 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn15

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref15

L'historien serbe Milivoje Ivanisevic donne un inventaire des noms de 3 287 Serbes, pour la plupart civils, qui furent tués dans la région de Srebrenica-Birac entre 1992 et 1995 : *Srebrenica July 1995 (Belgrade : Christian Thought, 2008)*.

16 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn16

http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref16

Cf. Bill Schiller, « Muslims' Hero Vows He'll Fight to the Last Man, » *Toronto Star*, 31 January 1994 ; et John Pomfret, « Weapons, Cash and Chaos Lend Clout to Srebrenica's Tough

Guy, » *Washington Post*, 16 February 1994.

17 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn17
http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref17
« [Victims' Relatives Seek War Crimes Charges for Dutch Peacekeepers at Srebrenica](#) », Associated Press, July 6 2010.

18 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn18
http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref18
Cf Herman et Peterson, "*The Dismantling of Yugoslavia*", en particulier la Section 2, « The Role of the Serbs, Milosevic, and 'Greater Serbia', » pp. 9-14 ; et la Section 11, « Final Note, » pp. 46-49. Voir aussi David Owen, *Balkan Odyssey* (New York : Harcourt Brace and Company, 1995), et Susan L. Woodward, *Balkan Tragedy : Chaos and Dissolution After the Cold War* (Washington, D.C., Brookings Institution, 1995).

19 http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_edn19
http://mrzine.monthlyreview.org/2010/herman200710p.html#_ednref19
Pour davantage de détails sur le démantèlement de la Yougoslavie, voir Herman et Peterson, « [The Dismantling of Yugoslavia](#). »

La source originale de cet article est <http://mrzine.monthlyreview.org/>
Copyright © [Edward S. Herman](#), <http://mrzine.monthlyreview.org/>, 2010

Articles Par : [Edward S. Herman](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca